

ARRETE n° 735 CM du 28 mai 2009 portant nomination de M. le docteur Marie Joseph Dominique Polycarpe en qualité de directeur de la santé par intérim pour la période du 22 mai au 19 juin 2009 inclus.

NOR : DSP0901235AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 530 CM du 27 juillet 2005 portant nomination de Mme le docteur Mareva Tourneux en qualité de directrice de la santé ;

Vu la note de service n° 6560 MSA/DS/BRHF du 31 août 2007 ;

Vu la demande de congé de Mme le docteur Mareva Tourneux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1er.— M. le docteur Marie Joseph Dominique Polycarpe est nommé directeur de la santé par intérim, durant l'absence de Mme le docteur Mareva Tourneux, directrice de la santé, en congé annuel du 22 mai au 19 juin 2009 inclus.

Art. 2.— Le ministre de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la santé,
Nicolas BERTHOLON.

ARRETE n° 747 CM du 28 mai 2009 modifiant l'arrêté n° 1010 CM du 11 août 2008 relatif aux conditions de désignation des officiers de port du port autonome de Papeete.

NOR : PAP0901062AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'énergie et des mines, du port autonome de Papeete et de l'aéroport de Faa'a,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 62-2 AT du 5 janvier 1962 portant création du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française, notamment son article D. 211-2 ;

Vu l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 1010 CM du 11 août 2008 relatif aux conditions de désignation des officiers de port du port autonome de Papeete ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions du 3° de l'article 1er de l'arrêté n° 1010 CM du 11 août 2008 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

"3° Etre âgé de 55 ans au plus".

Art. 2.— Le ministre des grands travaux, de l'énergie et des mines, du port autonome de Papeete et de l'aéroport de Faa'a est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 mai 2009.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des grands travaux,
de l'énergie et des mines,
du port autonome de Papeete
et de l'aéroport de Faa'a,
James Narii SALMON.

ARRETE n° 757 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes d'investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur des transports.

NOR : SCD0901191AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Chapitre Ier - Transport en commun terrestre de passagers

Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Article 1er.— Les véhicules de transport terrestre en commun neufs dont les programmes d'acquisition sont susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts doivent présenter des caractéristiques conformes à l'arrêté n° 1286 CM du 4 décembre 1995 portant définition de véhicules neufs et/ou à tous textes venant le compléter ou s'y substituer.

L'agrément est en outre subordonné à ce que les véhicules bénéficient d'une garantie de service après-vente en Polynésie française.

Section II - Base d'investissement éligible

Art. 2.— La base d'investissement éligible comprend les coûts des équipements connexes directement nécessaires à l'exploitation des véhicules tels que les équipements de billettique et de monétique.

Section III - Taux du crédit d'impôt

Art. 3.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 45 % de cette quote-part.

Section IV - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 4.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 924-4 dudit code.

Chapitre II - Transport maritime lagonaire et/ou interinsulaire

Section I - Taux du crédit d'impôt

Art. 5.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à :

- 40 % de cette quote-part, en ce qui concerne les programmes d'investissement relevant du transport maritime lagonaire ;
- 45 % de cette quote-part, en ce qui concerne les programmes d'investissement relevant du transport maritime interinsulaire.

Section II - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 6.— Lorsque le programme d'investissement porte sur l'acquisition de navires à construire, l'entreprise qui réalise ce programme doit, dans le cadre de la procédure d'agrément, justifier avoir effectué une déclaration préalable de mise en construction auprès des services compétents.

Art. 7.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit produire au service des contributions, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence d'armateur, du rapport de mise en service et du permis de navigation délivrés par les services compétents.

Art. 8.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 924-13 dudit code.

Chapitre III - Transport aérien interinsulaire et international

Section I - Base d'investissement éligible

Art. 9.— Sont exclus de la base d'investissement éligible les matériels et équipements qui n'ont pas vocation à être incorporés aux aéronefs ou à y être embarqués.

Section II - Taux du crédit d'impôt

Art. 10.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 45 % de cette quote-part.

Section III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme

Art. 11.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence de transporteur aérien, du certificat de navigabilité et de l'agrément de transport aérien public.

Art. 12.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 924-23 dudit code.

Chapitre IV - Dispositions communes au secteur des transports

Art. 13.— Dans le cadre de la procédure d'agrément, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier que les investissements aidés s'intégreront dans les plans généraux de transport public ou à défaut feront l'objet d'une autorisation d'exploitation délivrée par le conseil des ministres.

En ce qui concerne les programmes d'investissement relevant du transport terrestre, il s'agira de justifier que l'entreprise exploitante est ou sera conventionnée au sens de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ou de tous textes venant la compléter ou s'y substituer.

Art. 14.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès du service des contributions qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des véhicules.

Art. 15.— Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent au service des contributions copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée aux articles LP. 924-4, LP. 924-13 et LP. 924-23 du code des impôts, ces services informent le service des contributions sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 16.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mai 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 758 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur des services.

NOR : SC0901192AG

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Chapitre Ier - Maintenance des investissements bénéficiant du présent dispositif

Section I - Taux du crédit d'impôt

Article 1er.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 35 % de cette quote-part.

Section II - Obligations spécifiques liées à l'exploitation du programme

Art. 2.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 925-4 dudit code.

Chapitre II - Gestion d'infrastructures publiques portuaires et aéroportuaires

Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement

Art. 3.— Les investissements relevant des activités portuaires et aéroportuaires dont les programmes sont susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts doivent pourvoir à des besoins directement liés à l'accomplissement de missions de service public portuaire et/ou aéroportuaire.

Section II - Base d'investissement éligible

Art. 4.— Sont exclus de la base d'investissement éligible les coûts de construction et d'équipement liés aux activités commerciales et aux missions de sécurité relevant de l'exercice des compétences régaliennes de l'Etat.

Section III - Taux du crédit d'impôt

Art. 5.— Le taux du crédit d'impôt dont bénéficient les investisseurs à raison de leur quote-part dans la base d'investissement agréée est fixé à 45 % de cette quote-part.

Section IV - Obligations spécifiques liées à l'exploitation du programme

Art. 6.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire au service des contributions au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année